

Côte d'Ivoire: Le parti au pouvoir remporte la majorité aux élections locales

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 05 SEPTEMBRE 2023

1419

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Suspension des financements publics aux partis politiques

Quel impact sur leur fonctionnement?



Sommet sur le climat : L'Afrique prépare la COP28 au Kenya



1ère édition de la Journée du Mérite : L'excellence comme leitmotiv !



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

P.11



P.14



P.15



UNE

Suspension des financements publics aux partis politiques : Quel impact sur leur fonctionnement ?

P.5

BREVES

Communiqué de presse : SAMA devient la première Fintech malienne agréée par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en obtenant l'agrément d'établissement de monnaie électronique

P.10

Guerre Russie/Ukraine : L'Ukraine vient de briser la première ligne de défense russe

P.10

Élaboration de plans stratégiques : IntraHealth forme ses partenaires d'écoles !

P.11

Industrie et Commerce : D'accord, M. le ministre !

P.11

P.13

ACTUALITES

1ère édition de la Journée du Mérite : L'excellence comme leitmotiv !

P.14

Lutte contre la corruption et la délinquance : Panique dans la république

P.15

POLITIQUE

Le silence assourdissant des partis politiques : Ne sont-ils pas de facto favorables à une prolongation du délai de la transition ?

P.16

Afrophobie : Notre part de responsabilité selon Cheick Boucadry Traoré

P.18

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Volte-face des futures mariées à la mairie : Un phénomène de vogue ?

P.19

INTERNATIONAL

Sommet sur le climat : L'Afrique prépare la COP28 au Kenya

P.21

Côte d'Ivoire : Le parti au pouvoir remporte la majorité aux élections locales

P.22

SPORT

Salif Keïta "Domingo" : Un patriote malien, un messenger africain

P.24

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:**

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO

COMMUNIQUE

Afin d'éviter des perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction Générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'ils doivent déposer leurs pièces justificatives d'existence dans les lieux habituels de paiement au plus tard le jeudi 30 novembre 2023.

Pour les retraités :

- * Certificat de vie,
- * Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- * Photocopie de la Carte Nationale d'Identité,
- * Attestation de non-imposition pour ceux qui gagnent 300 000 FCFA et plus.

Pour les conjoints survivants :

- * Certificat de vie,
- * Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- * Photocopie de la Carte Nationale d'Identité,
- * Certificat de non-remariage.

Pour les rentiers :

- * Certificat de vie,
- * Photocopie de la Carte Nationale d'Identité,

La Direction Générale sait compter sur la bonne compréhension de tous.

LE 28 AOÛT 2023

LA DIRECTION GENERALE

CENTRE D'APPEL

• 36 123

CONTACT :

• 20 22 59 17

WEB

dre@inps.ml

tweeter: INPS_Mali



Suspension des financements publics

aux partis politiques

Quel impact sur

leur fonctionnement ?

La situation politique au Mali a connu une série de bouleversements ces dernières années, entraînant d'importantes répercussions sur les partis politiques du pays. Parmi ces conséquences, la suspension des financements publics joue un rôle crucial dans le fonctionnement des partis politiques maliens. Cette enquête vise à examiner l'impact de cette suspension sur leurs activités et à analyser les défis auxquels ils sont confrontés.

Il convient de rappeler que lors des Assises nationales de la Refondation tenues en décembre 2021, outre la réduction souhaitée du

nombre de partis politiques, les participants ont presque unanimement plébiscité la suppression des financements publics aux partis politiques. Cette décision a été prise dans le cadre de mesures d'austérité visant à réduire les dépenses publiques, suite aux Assises nationales de la refondation, en réponse à la crise économique et financière qui sévit depuis plusieurs années dans le pays et a été généralement applaudie par les citoyens ordinaires.

Le financement public des partis politiques au Mali remonte à 2005 avec la loi 05-047 du 18 août 2005, portant Charte des partis

politiques. Cette charte, qui régissait la vie des partis politiques, avait pour objectif de réglementer leur formation, leur fonctionnement et leur financement. Conformément à son article 29, elle prévoyait que les partis politiques bénéficient d'une aide financière équivalente à 0,25 % des recettes fiscales du budget de l'État. Il est important de noter que ce financement était attribué en fonction de certains critères, ce qui signifie que tous les partis politiques n'en bénéficiaient pas de la même manière.

Les raisons de la suspension de l'aide publique sont diverses. Sur 10 personnes inter-



rogées à ce sujet, 7 dénoncent la corruption ou le détournement de ces fonds publics, accusant les dirigeants des partis politiques d'en faire un usage personnel. Ils soulignent que ce financement ne profitait qu'aux dirigeants des partis politiques. D'autres évoquent également l'instabilité financière du pays comme une raison majeure.

L'impact de la suspension des financements publics sur le fonctionnement des partis politiques est indéniable. Certains partis politiques dénoncent cette décision comme une atteinte à la démocratie et à la liberté d'expression. Ils estiment que cette mesure affaiblit les partis politiques en limitant leurs capacités de financement des campagnes électorales, des activités de sensibilisation et de mobilisation, ce qui réduit leur influence sur l'échiquier politique et renforce le pouvoir en place.

M. Mahamadou Touré, militant de l'URD interrogé par Midi-Info, pense que l'absence de financement public pourrait créer une situation où seuls les partis politiques soutenant le pouvoir ou disposant de ressources privées importantes pourront mener des campagnes efficaces. Il estime que cela pourrait biaiser le jeu politique en faveur du parti dominant et réduire la compétition démocratique. Il mentionne que la suspension des financements

publics pourrait inciter les partis politiques à rechercher davantage de financements privés, ce qui soulève des questions quant à leur indépendance et leur représentativité.

En revanche, d'autres acteurs politiques soutiennent cette décision du gouvernement, estimant que les partis politiques doivent faire preuve de responsabilité et de solidarité en cette période de crise. Ils soulignent également que les financements publics représentent une part importante du budget de l'État et qu'il est nécessaire de les suspendre pour rétablir l'équilibre des finances publiques.

Afin d'éviter que les partis politiques ne deviennent des instruments au service

d'intérêts privés, plusieurs partis politiques exhortent les autorités de la Transition à rétablir le financement public des partis politiques. En conclusion, la suspension des financements publics a eu un impact significatif sur le fonctionnement des partis politiques maliens, affectant leur viabilité financière, leur organisation interne et leur visibilité. Cette enquête souligne l'importance de trouver des solutions adéquates pour maintenir la démocratie et la représentativité politique dans le pays. Il est essentiel de réfléchir à des réformes visant à diversifier les sources de financement et à garantir la transparence financière au sein des partis politiques maliens.

Harber Touré



■ Débat Politique de Diany.ml FM avec Kassim Traore



#Justice: Adama Ben Diarra en audition à la BIJ pour : « atteinte au crédit de l'état ». Il est à la brigade d'investigation judiciaire BIJ actuellement.

■ Nouhoum Togo



Sacré pays cette politique de deux poids deux mesures où vas mon pays ?

■ Kounafoni 24



De 1952 au 30 Août 2023 l'Afrique a connu 146 coup d'état, 37 ont échoué soit 75 % de réussite. L'Égypte ouvrit la porte en 1952

■ Drissa Meminta



Je suis venu prendre les nouvelles de Ben le Cerveau et Siriki Kouyaté à la BIJ dans un respect total. Je ne reconnais plus ma police

■ GUEYE Alioune



CLOTURE DU CAMP CITOYEN DE SANGAREBOUGOU :

Au plus près des communautés, le Président de l'ONG RENAJEM et non moins 4ème Secrétaire Parlementaire du CNT a parrainé le samedi 26 Août 2023 la sortie de la première promotion du CAMP CITOYEN DE SANGAREBOUGOU.

L'événement était placé sous la présidence du Ministre de la jeunesse et des Sports représenté par son Chef de Cabinet Mme AW Kadidia en présence de nombreuses personnalités dont la présidente de la commission jeunesse du CNT Me Kadidia SANGARE, de l'Imam, des chefs de quartiers, de la marraine Mme Ouatarra Fanta KEITA, du maire, du Président de la Plate Forme des Associations de jeunes de Sangarebougou, du Président du Réseau des Jeunes des Partis Politiques du Mali, Mr Mamadou Sansi Bah et de nombreux invités.

Dans son intervention l'honorable Alioune GUEYE a salué l'ensemble des participants et a remercié la jeunesse de Sangarebougou pour cette initiative qui a permis de rendre des

vacances utiles à 20 enfants de la commune à travers la formation sur la citoyenneté, Les institutions de la République, le sport, l'assainissement, le reboisement etc.

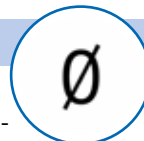
Le Parrain a également évoqué les questions d'actualités notamment le vote de plusieurs lois au CNT en lien avec l'organisation des élections, la position du Mali sur la situation au Niger, la vision du ministère de la jeunesse et le soutien continu aux sortants du CAMP CITOYEN.

Ensemble, marchons vers l'essentiel

La Cellule de Communication du RENAJEM



■ Yesman Yesmou



Pourquoi un délai pour délivrer des cartes supposées disponibles ? Le délai pourrait être nécessaire si la distribution se fait de porte à porte.

■ Kita Kuru Médias

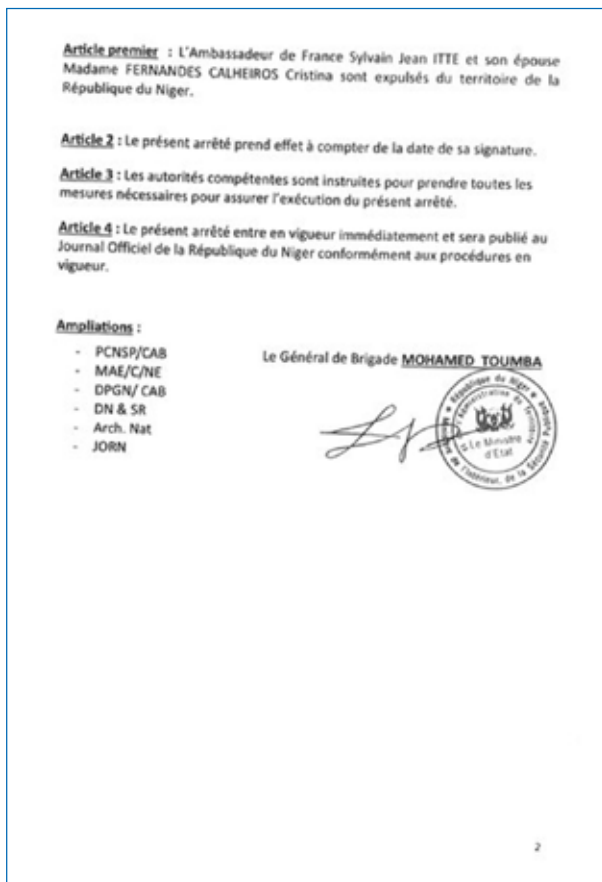
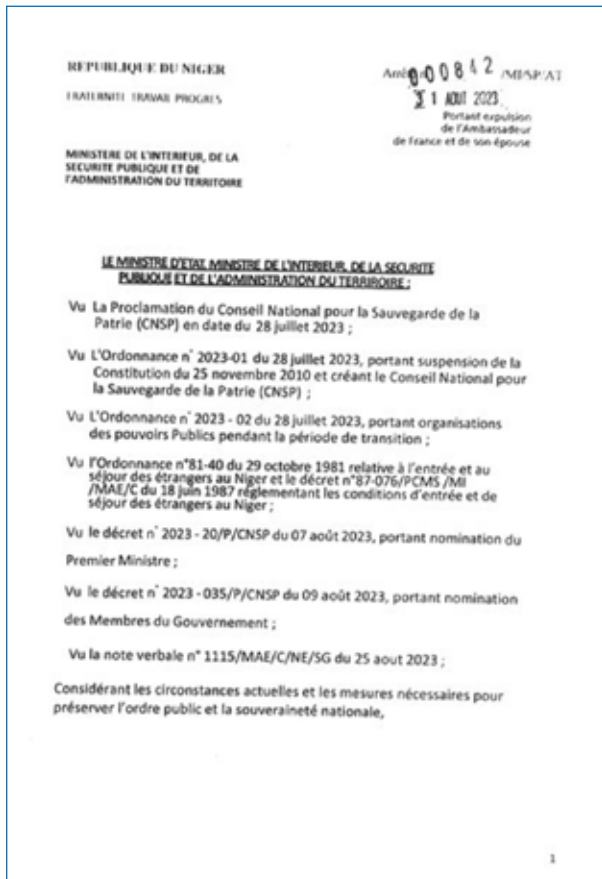


Mali : D'il y'a 5 ans jour pour jour que le Président Ibrahim Boubacar KEITA a été réélu pour un 2ème mandat.

■ Seidik Abba



#Niger/France: les militaires au pouvoir à Niamey ont rendu irrévocable l'expulsion du Niger de l'ambassadeur de France Sylvain Itté à travers 2 arrêtés pris par le ministre de l'Intérieur le général Toumba ainsi qu'une ordonnance d'exécution de la décision rendue par le Tribunal hors classe de Niamey. Le bras de fer entre Paris et Niamey se durcit !



■ KONATE Malick



#Mali - #TombouctouBlocus : La région de Tombouctou est sous blocus djihadiste depuis près de deux semaines, mais à #Bamako, on essaye de minimiser l'impact de cette crise et de prétendre que tout va bien à #Tombouctou. Cependant, nous devons nous rappeler que le Mali ne se limite pas à Bamako et que nous devons prendre conscience de la situation à Tombouctou afin de ne pas continuer à vivre dans ce mensonge infernal. Nous devons comprendre que nous sommes tous responsables des événements qui se passent dans notre pays et que nous devons agir pour faire face à cette crise. #Bèki_Takè

■ LSI AFRICA



Putsch au #Gabon : Teodorin Obiang Nguema réagit : «Les Gabonais ont désigné Albert Ondo Ossa comme vainqueur. Pourquoi le coup d'État passe-t-il encore avant les résultats ? L'Occident ne les manipule-t-il pas pour assurer la continuité d'un membre de leur système et empêcher Ondo OSSA d'accéder au pouvoir? Le général Brice Oligui Nguema, doit engager immédiatement une transition et rendre le pouvoir aux civils. C'est la seule manière de respecter le vote du peuple gabonais», a déclaré le vice-président de la Guinée Équatoriale . #GabonCoup #Malabo



■ Aziz Maiga ne ment pas



Mali : Ce jour 4 sept, la Brigade d'investigation judiciaire (BIJ), a interpellé Ben le Cerveau, leader du mouvement #Yerewolo et un (1) de ses compagnons. Je vous reviens pour plus de détails.

📍AzizMaigaNMP



■ Gouvernement du Mali



REMISE DE VÉHICULES AU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION CIVILE

La Cour du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile a servi de cadre, ce matin, à une cérémonie de remise de véhicules au profit des forces de sécurité. L'événement était placé sous la présidence du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE. Dans son discours, le Ministre dira que dans le contexte actuel, les moyens d'intervention doivent être en parfaite adéquation avec la situation sécuritaire et surtout les missions à mener. Pour cela, poursuit-il, le Chef Suprême des Armées veille personnellement, et au quotidien, à créer les conditions de la montée en puissance des forces de défense et de sécurité, qui sont astreintes à une obligation de résultats, face à l'insécurité sous toutes ses formes. Et que les préoccupations sécuritaires, d'où qu'elles viennent, puissent être prises en charge de façon efficace et diligente. Le Ministre ajoutera que cette acquisition témoigne également de l'expression ferme et

de la volonté affichée de Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées, à renforcer les capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité, dans le but ultime d'asseoir un climat de sécurité en adéquation avec les aspirations profondes des populations. Pour terminer, le Ministre a invité les futurs usagers desdits véhicules, durement acquis, à en faire un très bon usage avec un suivi régulier de la maintenance, chacun à son niveau. Il a aussi rassuré que les autorités de la Transition restent engagées à tout mettre en œuvre pour poursuivre les efforts entamés afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des forces de défense et de sécurité. Le Ministre a invité les hommes, partout sur le territoire national, à redoubler de vigilance, à adopter en permanence une posture robuste et adaptée, en mesure de parer à toutes éventuelles menaces les visant, qu'ils soient en statique ou en mouvement. A noter que cette acquisition est composée de 43 véhicules dont 37 PICK-UP à essence revenant à la Force Anti-Terroriste, 03 véhicules de dépannage pour le Groupement de la Sécurité Routière (GSR) et 03 véhicules Hilux double cabine pour le cabinet, entièrement acquis sur financement du Budget national. Après le discours du Ministre ce fut la remise de clés au Directeur Général de la Police nationale, le Commissaire Général de Brigade de Police, Soulimane TRAORÉ, au Chef de Cabinet du Ministre, le Commissaire Divisionnaire de Police Seydou Mamadou DOUMBIA et au Commandant de la Force Anti-Terroriste, le Commandant Adama Danza COULIBALY. Une visite desdits véhicules et les interviews avec la presse ont mis un terme à cette cérémonie.



Communiqué de presse : SAMA devient la première Fintech malienne agréée par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en obtenant l'agrément d'établissement de monnaie électronique



Bamako, le 4 septembre 2023 - La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a agréé Sama Money en lui conférant le statut d'Établissement de Monnaie Électronique (EME). Un statut qui habilite la fintech malienne à émettre et gérer sa propre monnaie électronique. Cet agrément intervient trois (3) ans après le lancement par Sama Money des services de monnaie électronique au Mali, sous l'agrément de sa banque partenaire United Bank for Africa (UBA).

Un gage de la solidité de Sama Money : Cette autorisation d'exercer en tant qu'Établissement de Monnaie Électronique, atteste des capacités de gestion sécurisée de transactions financières et de la solvabilité de Sama Money. Son obtention est assujettie à une procédure rigoureuse auprès des autorités de régulations régionales de l'espace de l'Union monétaire d'Afrique de l'Ouest (UMOA) et, à ce jour, Sama Money est la seule fintech malienne à pouvoir en bénéficier.

"Cette reconnaissance entre dans le cadre des objectifs de Sama Money qui souhaite garantir à ses utilisateurs une pluralité de prestations qualitatives.

En plus de renforcer nos offres existantes, qui sont capables de soutenir nos utilisateurs dans diverses transactions, cette licence nous donne la flexibilité d'étendre notre modèle d'affaires au-delà des plateformes que nous couvrons actuellement.

C'est une consécration pour SAMA Money dans le développement de ses activités au Mali et sur l'ensemble du continent africain. Elle est par ailleurs le fruit non seulement d'une vision, d'une conviction et d'un travail sans relâche de nos équipes pour accélérer l'inclusion financière de nos populations, mais aussi de la confiance sans faille de nos fidèles partenaires", a déclaré Daouda Coulibaly, Président Directeur Général de SAMA Money.

Un tremplin pour accélérer la diversification des offres de la fintech Avec cet agrément, Sama Money pourra désormais émettre sa propre monnaie électronique. Un accomplissement qui confère plus d'autonomie à la fintech, renforce ses capacités d'optimisation et raccourcit sa chaîne de transaction avec la BCEAO.

Des acquis sur lesquels Sama Money compte s'appuyer pour innover et

Guerre Russie/Ukraine : L'Ukraine vient de briser la première ligne de défense russe



Les forces ukrainiennes ont réussi à briser la première ligne de défense russe près de Zaporijjia après des semaines de déminage. Le brigadier général Oleksandr Tarnavskiy, qui attend maintenant des avancées plus significatives, a révélé que la Russie avait consacré 60% de ses ressources pour renforcer la première ligne et seulement 20% pour la deuxième et la troisième. Il a déclaré à The Observer : "Nous sommes maintenant entre la première et la deuxième ligne de défense." Il a ajouté : "Au centre de l'offensive, nous achevons actuellement la destruction des unités ennemies qui couvrent la retraite des troupes russes derrière leur deuxième ligne de défense."

Pendant de longues semaines, les sapeurs ukrainiens ont dû patiemment désamorcer chaque engin explosif qui empêchait les véhicules de passer. Alors que les Ukrainiens remontaient dans leurs blindés, les soldats russes ont été redéployés dans la panique et Tarnavskiy est convaincu que les troupes russes seront bientôt décimées. Il a confié : "L'ennemi puise dans ses réserves, non seulement en Ukraine, mais aussi en Russie. Mais tôt ou tard, les Russes ne disposeront plus de leurs meilleurs soldats. Cela nous incitera à attaquer plus et plus rapidement." Il a ajouté : "Tout est devant nous."

Binadjan Doumbia

élargir son offre de produits et services financiers tout en menant à bien sa mission d'inclusion financière.

A propos de Sama Money :

Lancée en 2020 par Daouda Coulibaly PDG du Groupe, SAMA MONEY est une Fintech 100% africaine qui offre des services de transfert d'argent et de paiement mobile. Grâce à sa plateforme intégrée, Sama Money offre aux particuliers, entreprises et services publics la possibilité d'intégrer un ensemble de services de paiements digitaux.

Aujourd'hui implantée au Burundi et en Côte d'Ivoire, elle compte plus d'un million de clients maliens, un réseau de distribution fort de plus de 22 000 points de vente actifs, plus de 600 partenaires et un volume de transactions mensuelles s'élevant à près de 50 milliards de FCFA.

<https://sama.money/>

Contact presse

Fatoumetou Cissé

fatoumetou@nereconsultants.com

Source: Malijet

Élaboration de plans stratégiques : IntraHealth forme ses partenaires d'écoles !



Dans le cadre du projet Classroom to Care (C2C) « Renforcement de la formation initiale des sage femmes et infirmiers en Afrique de l'ouest », IntraHealth en partenariat avec Takeda Pharmaceutical Company Limited, a organisé un atelier pour renforcer la capacité de ses écoles partenaires.

La cérémonie d'ouverture des travaux dudit atelier a eu lieu ce lundi 4 septembre dans les locaux de intra Health. Elle était présidée par la directrice technique du projet Dr Jeanne Tessougué. Elle avait à ses côtés Soumaila Albert Malle, directeur adjoint Amaq-sup, ainsi que le représentant de la DNEARS.

L'objectif de cet atelier est d'élaborer des plans stratégiques quinquennaux pour la période 2024-2028. Ces plans seront soumis à un suivi et une évaluation régulière pour une mise à jour et une réorientation en fonction de l'évolution du contexte socio-économique et politique. Selon la directrice technique du projet, C2C (Classroom to Care) est conçu pour être un catalyseur de changement, en particulier dans la formation initiale des sages-femmes et des infirmiers. A ses dires, ce projet adopte une approche inclusive et participative, en mettant l'accent sur l'engagement de toutes les parties prenantes tout au long du cycle de vie du projet.

Rappelons qu'IntraHealth International est une organisation non-gouvernementale que les efforts permettent aux prestataires de soins de mieux servir les communautés dans le besoin à travers le monde. Dans le cadre de son plan stratégique, intrahealth s'est proposé d'assister les pays du partenariat de Ouagadougou dans le renforcement de la formation initiale des agents de santé à travers une large dissémination du curriculum harmonisé.

A.T.Dansoko/Malijet.com
Source : Malijet

Industrie et Commerce : D'accord, M. le ministre !



■ ■ Il faut que les Maliens nourrissent les Maliens", cette évidence exprimée de façon si terre à terre par le chef du département en charge de l'Industrie et du Commerce n'a pas laissé ses concitoyens indifférents. Encore moins ceux à qui il s'adressait le 24 août dernier à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali : les plus hauts représentants des milieux d'affaires maliens. En effet, ce cri de cœur traduit à la fois la frustration ressentie par le ministre Diallo et surtout sa détermination à changer cette embarrassante situation.

Par extension, les Maliens devraient pouvoir assurer la plupart de leurs besoins essentiels, pour peu qu'ils le veuillent. Et là, c'est tout un combat à mener sur plusieurs fronts, dont celui délicat des mentalités ! Nous souhaitons plein succès au ministre Diallo.

On attend de voir

«Il faut mettre le renouveau du Mali au-dessus de nos divergences personnelles», a déclaré le porte-parole des confédérations syndicales, Yacouba Katilé, lors de la signature du Pacte de stabilité sociale et de croissance le 25 août 2023. Une soixantaine d'engagements à tenir en 5 ans pour quelque 105 milliards de nos francs ! Ce n'est pas mince affaire par les temps qui courent.

M Katilé se veut portant rassurant : il n'y a pas de souci à se faire. Car avec les autorités de la transition, argue-t-il, c'est le retour d'une politique et d'une gouvernance vertueuses.

Si ce n'est pas une pierre jetée dans leur jardin, la balle est bien lancée dans le camp de Colonel Goïta et ses compagnons. On attend donc de voir.

Source : Le Challenger

www.malikile.com



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

1ère édition de la Journée du Mérite : L'excellence comme leitmotiv !

Promouvoir l'excellence et susciter l'émulation entre les élèves afin de rendre hommage à des hommes et des femmes au parcours exceptionnel, brillant et inspirant, qui, par leurs actions et leur vision, sont sans aucun doute des modèles rares, des exemples sûrs et une source de fierté pour toute une nation de 20 millions d'habitants. Tel était l'objectif de la première édition de la Journée du Mérite de l'Académie d'Enseignement de Bamako rive droite. La cérémonie était présidée par le ministre de l'Éducation Nationale, Dr Amadou Sy Savané, en présence de l'élite de l'éducation malienne.

Pour cette édition, l'Académie d'Enseignement de Bamako rive droite a souhaité mettre l'accent sur le mérite et l'excellence dans le milieu scolaire. Au cours de cet événement, les premiers de chaque série au baccalauréat malien, les trois premiers au diplôme d'études fondamentales (DEF), les premiers au brevet de technicien (première et deuxième parties) et au certificat d'aptitude professionnelle ont été mis à l'honneur.

La directrice de l'Académie d'Enseignement de Bamako rive droite, Mme Koné Dédéou Mahamane Traoré, a profité de cette occasion pour expliquer les véritables motivations de l'organisation de cette journée dédiée au mérite.

"Nous avons tenu à rendre hommage à des hommes et des femmes qui, malgré les matins glacés, les midis brûlants et les soirs sans étoiles, sont sans aucun doute activement engagés pour redonner à l'éducation malienne ses lettres de noblesse. Au cours de cette année scolaire, de nombreux collègues qui auraient souhaité être parmi nous aujourd'hui ont malheureusement été em-



portés par le destin. Excellence, Monsieur le ministre de l'Éducation Nationale, avec votre permission, je propose d'observer une minute de silence en leur mémoire avant de débiter cette cérémonie. Je vous remercie et que leurs âmes reposent en paix."

"Je ne saurais exprimer la joie qui m'anime. C'est un honneur et un devoir de récompenser ceux qui ont travaillé d'arrache-pied. Je suis ravie de voir les lauréates filles, qui méritent d'être félicitées, encouragées et qui sont des modèles pour les autres élèves. Je remercie toutes les personnes qui ont contribué à l'organisation de cette première édition de la Journée du Mérite, tous les acteurs de l'éducation, sans oublier les lauréats", a-t-elle laissé entendre.

La première nationale au DEF, Fadimatou Boiré, était très heureuse de participer à cette journée qui a été l'occasion de mettre en valeur les efforts des élèves méritants. "Je suis contente et honorée car mon travail a été récompensé et salué." Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers la directrice de l'Académie d'Enseignement de Bamako rive droite, Mme Koné Dédéou Mahamane Traoré, pour avoir pris l'initiative d'organiser cette cérémonie. J'encourage vivement mes ca-

marades à ne pas abandonner et à travailler encore plus dur pour un avenir prometteur", a-t-elle soutenu.

Le ministre de l'Éducation Nationale, Dr Amadou Sy Savané, a félicité les lauréats pour la qualité des résultats obtenus et a recommandé la poursuite de cette cérémonie, qui encourage la promotion de l'excellence dans le milieu scolaire. Il a souligné que les jeunes lauréats ont honoré l'Académie d'Enseignement de Bamako rive droite et sont des exemples pour toute la jeunesse malienne. "Ils montrent la voie à tous les jeunes Maliens, la voie qui mène à la réussite et à la formation de ressources humaines compétitives. Je sais que vous êtes déterminés et suffisamment préparés pour affronter tous les défis de l'enseignement supérieur", a-t-il déclaré, précisant que les autorités multiplient les établissements d'excellence.

Le point culminant de la cérémonie a été la remise de cadeaux et de certificats aux meilleurs élèves, aux promoteurs d'écoles et aux agents de l'Académie d'Enseignement de Bamako rive droite.

■ Ibrahim Sanogo

Lutte contre la corruption et la délinquance : Panique dans la république

Les locaux du pôle national économique et financier du tribunal de la commune III du district de Bamako ne désemplassent pas depuis quelques jours. Les grosses cylindrées et les boubous amidonnés y défilent sans cesse. Le motif est que la justice a décidé de se dépoussiérer la pléiade de dossiers impliquant les présumés bandits à col blanc.



Une dizaine de mandats de dépôt ont été émis les deux dernières semaines contre des hauts cadres de l'Etat et des anciens dignitaires du régime.IBK. Ils sont tous accusés de faux usage de faux, atteinte aux biens publics. Au même moment, des dizaines d'autres cadres sont auditionnés de façon quotidienne, créant ainsi l'angoisse et la panique au sein de la République.Ils ne dorment plus que d'un œil. Certains si certains font le ballet dans les salons feutrés des seigneurs du jour pour solliciter une éventuelle intermédiation auprès des services judiciaires, d'autres ont envahi le Mali profond pour s'attacher les services des charlatans et autres marabouts. Mais leur objectif est le même : tout faire pour passer entre les mailles du filet de la justice.

La panique a pris de l'ampleur depuis que des hauts gradés de l'armée et anciens ministres sont été placés sous les verrous. Le place-

ment sous mandat de dépôt notamment du général Salif Traoré sonne au sein de l'opinion comme la fin de l'impunité.

Quelques semaines avant, il y a eu l'arrestation de l'ancien président de l'Assemblée nationale et les anciens directeur administratif et financier et secrétaire général de la même institution. Aussi, l'ancien président de l'Apcam, Bakary Togola, et d'autres ont été écroués. Cette déferlante rappelle celle du début de la transition, avec des centaines d'interpellations et d'incarcérations. Cette situation avait donné l'impression aux Maliens qu'un vrai nettoyage des écuries d'Augias avait commencé. Mais, brusquement la dynamique s'est estompée, avant de reprendre le mois dernier. Les Maliens espèrent à nouveau que cela va continuer. Le hic avec ces arrestations est que les accusés restent pendant des années en prison, sans être jugés. Cette situation crée un phéno-

mène de surpopulation carcérale à la Maison centrale d'arrêt de Bamako. La plupart d'eux d'autres anciens collaborateurs bénéficient d'une liberté conditionnelle et ne sont généralement plus inquiétés. Parce qu'une chose est d'in- et incarcérer quelqu'un, une autre est de lui donner la latitude de se défendre. Cela vaut mieux que de vivre avec l'éternel statut d'inculpé, dont l'innocence ne pourrait jamais être prouvée. Le cas Boubeye en est un exemple éloquent.

Pour sûr, il faut espérer que tous les dossiers soient épluchés et qu'il n'y ait pas de sélection. Désormais, personne ne semble à l'abri, en tout cas si la dynamique continue.

Dieu veuille!

Harber MAIGA Azalai Express

Le silence assourdissant des partis politiques : Ne sont-ils pas de facto favorables à une prolongation du délai de la transition ?

C'est au moment où le doute et l'incertitude planent sur le respect du délai de la transition, que les partis politiques s'emmurent dans un silence assourdissant sans rien exiger, ni se préparer pour les joutes électorales. Leur attitude ressemble fort curieusement à une résignation à la situation de léthargie dans laquelle le Mali se trouve aujourd'hui. Sinon comment comprendre qu'à moins de six mois de la fin de la transition qu'aucun état-major des partis politiques ne soit dans la mouvance de la campagne en choisissant au moins son porte étendard.

En tout cas aucun parti politique ne donne l'impression d'être prêt pour la bataille électorale. Ni l'ADEMA PASJ, ni l'URD, ni le RPM, ni YELEMA, ni les FARE ANKA WULI, encore moins le PARENA et le CNID, pour ne citer que ces quelques partis, ne sont nullement en mouvement, ne serait-ce que pour

galvaniser leurs troupes en remontant leur moral afin qu'ils se préparent pour la bataille électorale. A quand alors le réveil de la classe politique pour jouer le rôle qui est le sien, à savoir l'animation de la vie politique et la conquête et l'exercice du pouvoir d'Etat ? La baisse de la popularité de la junte mi-

litaire au sein de l'opinion va-t-elle être une occasion à saisir pour les leaders politiques afin de se faire une nouvelle virginité ?

En dépit de la baisse drastique de la popularité du Colonel Assimi Goïta, aucun leader politique ne sort la tête de l'eau pour combler ce vide et pouvoir convaincre l'opinion, à défaut de la séduire. Les hommes politiques paniqués et étourdis par le sévère jugement de l'opinion, ne font que raser toujours le mur. Cette attitude peu amène donne un tel élan aux autorités que le Président de la transition peut continuer allègrement à faire ce qu'il veut sans aucune opposition. C'est parce qu'il n'y a rien devant, comme aimait dire l'ancien Président ivoirien, Laurent Gbagbo, que les autorités actuelles de la transition ont leur schéma, celui d'une énième prolongation du délai de la transition. En tout cas si elles venaient à respecter le délai ce serait sous la pression de la CEDCEAO, mais pas celle de la classe politique. En effet, Après les avoir ignoré lors du réaménagement du gouvernement sans daigner les consulter, le Colonel Assimi Goïta et ses compagnons d'infortunes pourraient également procéder à une rallonge de la transition sans être im-



portuné par les partis politiques qui non seulement sont en situation de précarité, mais aussi et surtout ont maille à partir avec une opinion remontée en bloc contre eux.

A quand alors le réveil de la classe politique pour jouer le rôle qui est le sien, à savoir l'animation de la vie politique et la conquête de l'exercice du pouvoir d'Etat ?

A ce rythme le réveil ne serait pas pour demain matin d'où la nécessité pour la vieille garde de passer la main à la nouvelle génération afin qu'elle continue le combat. Il y a des jeunes loups aux dents longues au sein de tous les partis politiques signifiants et qui sont capables de tenir le flambeau allumé par leurs aînés. Pour rappel le pays est dirigé par des jeunes officiers nés dans les années 80. Ils ne sont pas de la même génération que la plus part des leaders politiques, nés au Soudan français ou aux premières heures de l'indépendance du Mali. Ces officiers sont très jeunes et n'ont pas la même vision du monde que leurs aînés, donc une raison de plus pour ces derniers de céder la place aux jeunes. En tous les cas il faudrait que les jeunes comprennent que le pouvoir ne s'octroie pas, mais il s'arrache, souvent au prix d'énormes sacrifices. Il est grand temps que

la transmission du flambeau se fasse pour qu'il y ait un autre son de cloche. Le changement de paradigme s'impose aujourd'hui en politique au Mali car tous les leaders politiques sont soit dans des beaux draps eu égard à leurs gestions ou encore sont fatigués physiquement. Donc la balle est dans le camp de la jeune génération pour relever le défi. Elle doit se montrer responsable et digne de confiance, pour non seulement corriger les errements du passé, mais aussi et surtout s'ériger en alternative crédible avec des propositions concrètes de sortie des crises.

La baisse de la popularité de la junte militaire au sein de l'opinion va-t-elle être une occasion à saisir pour les leaders politiques afin de se faire une nouvelle virginité ?

La classe politique a une occasion idoine de se faire une nouvelle virginité, car les tenants actuels du pouvoir sont en chute vertigineuse dans les sondages. Mais malgré cette impopularité ils demeurent plus populaires que les leaders politiques. Surtout ceux qui ont géré le pays pendant ces dernières décennies. Ils sont d'autant plus populaires que les hommes politiques que malgré les grosses erreurs, les promesses non réali-

sées et surtout au regard de la crise sociale, une écrasante majorité les préfère aux leaders politiques en lesquels on a fait porter le chapeau de tous les maux dont souffre le Mali. Aujourd'hui la classe politique a besoin d'un oiseau rare, audacieux, intègre et désintéressé par la chose publique, à l'image d'Ousmane Sonko du Sénégal, pour donner non seulement du fil à retordre aux autorités de la transition, mais aussi s'ériger en solution alternative aux différentes crises qui secouent le pays.

En somme, la classe politique malienne souffre d'un déficit de leadership éclairé et ferme pour non seulement préserver les précieux acquis de la démocratie contre l'autocratie, mais aussi et surtout pour rompre avec les vieilles habitudes qui ont pignon sur rue au Mali depuis belle lurette. Elle doit exiger le respect du délai de la transition aux autorités. Car nombreux sont les maliens à penser que si Assimi Goïta devrait respecter le délai de la transition ce serait sous la pression de la CEDEAO, mais pas celle de la classe politique qui s'affaisse dans le cachot du désespoir.

Youssef Sissoko
Source : L'Alternance



Afrophobie : Notre part de responsabilité selon Cheick Boucadry Traoré

Les Africains continuent d'être maltraités par d'autres nations, avec la complicité de leurs dirigeants. Une contribution de Cheick Boucadry Traoré.

Ces dernières années, au fur et à mesure que l'Afrique se prononce sur le plateau mondial, les discours de haine, la violence et les politiques afrophobes augmentent à travers le monde.

En effet, le gouvernement américain est conscient depuis longtemps des mauvais traitements auxquels les migrants africains seraient systématiquement soumis à la frontière entre le Yémen et l'Arabie saoudite, mais a gardé cette question hors de la scène publique, a rapporté le New York Times. Les abus et tueries généralisés à l'encontre des migrants ont été portés à la connaissance des diplomates américains au moins dès le mois de décembre 2022, a affirmé le journal. Washington a cependant choisi de garder le silence sur la question, dans un effort apparent pour ne pas tendre davantage ses liens avec Riyad.

Il semblerait que les vies des Africains peuvent toujours être sacrifiées sur l'autel des intérêts géopolitiques de ces pays. L'histoire des traites atlantique et arabo-musulmane en dit plus sur les relations entre l'Afrique et ces pays. Les Africains doivent comprendre cela. Car, si nous ne comprenons pas cela, nous allons nous détruire en tentant de résister à l'avenir.

Effectivement, l'Occident et les pays du Moyen-Orient ont toujours considéré les peuples d'Afrique à travers le voile déformé de l'idéologie postulant une hiérarchie de races. Conséquemment, leurs politiques migratoires sont sans aucun doute façonnées

par ce voile afrophobique. Les stéréotypes brutaux du continent africain perdurent, encouragés par les responsables de ces gouvernements qui devraient savoir mieux. Les Africains continuent d'être exposés à des formes particulièrement graves de racisme et de discrimination raciale, notamment aux stéréotypes raciaux, à la violence raciste, au profilage racial dans les services de police

de ces pays et même au niveau des pratiques de leur soi-disant Cour internationale de justice (Cij), mais aussi, à des pratiques qui perpétuent les inégalités économiques sur l'arène internationale. Et, c'est ceux-là mêmes qui prétendent toujours détenir les meilleures valeurs humaines ou de société. Alors que nous voyons tous comment les Africains continuent d'être maltraités par d'autres nations, les dirigeants africains ne sont pas décisifs ou sans équivoque dans leur condamnation, choisissant plutôt d'obscurcir et d'assainir cette afrophobie en la traitant autrement.

D'ailleurs, ces maltraitances se font souvent avec la complicité de certains gouvernants africains. Pourtant, ce sont ces mêmes cyniques dirigeants africains qui sont sans gênes pour imposer des sanctions immorales



sur nos peuples dans leur quête d'authenticité sociale ou pour une Afrique indépendante et prospère. Le mutisme des dirigeants africains face à ces abus et malices démontre que nos pays sont toujours vulnérables face aux menaces et à la séduction des forces externes dans le but d'imposer leurs intérêts géopolitiques. Malheureusement, comme à leur habitude, les gouvernants africains ont encore failli à leurs responsabilités envers leurs peuples.

Mieux bâtir l'avenir avec les leçons apprises du passé

Les objectifs de la politique africaine de l'occident et de ses alliés n'ont réellement pas changé depuis des siècles. Ces pays ne changeront pas ces politiques de leur propre gré. C'est une grande naïveté que de croire le contraire ! Quant à nous, nous ne pouvons

point changer, ni oublier ou encore effacer le passé. Cependant, les leçons apprises doivent nous préparer pour mieux bâtir l'avenir. Il est temps pour les nations africaines de commencer à travailler ensemble et plus intelligemment afin que les erreurs du passé ne se répètent tout au long de notre histoire. Il est temps que les dirigeants africains soient courageux et ambitieux, et qu'ils exigent avec autorité la cessation de la maltraitance des Africains.

Il est temps que nos gouvernants élaborent des politiques et des stratégies pour forcer ces pays à mettre fin à leurs pratiques immorales à l'égard du continent africain et de rejeter catégoriquement l'imposition des valeurs sociétales de ces paternalistes politiques. Il est temps d'agir fermement pour mettre un terme à leurs politiques et pratiques consistant à contenir nos pays. Il

est grand temps de dire catégoriquement non à leur aversion pour le peuple africain-afrophobie née du colonialisme et des traites africaines. Si la vie des Africains et le développement du continent ne comptent pas pour eux, il est peut-être temps de changer de cap et de rebattre les cartes car la vie et le bien-être des Africains ont des valeurs et comptent pour nous-mêmes et le reste de l'humanité. Mais encore, il est surtout grand temps que les résultats de nos propres programmes de développement économique et social entrepris depuis les indépendances reflètent les espoirs tant suscités de nos peuples afin de mieux faire face à ces challenges et déséquilibres.

Cheick Boucadry Traoré
Source : Le Challenger



Volte-face des futures mariées à la mairie : Un phénomène de vogue ?

Au Mali actuellement, on voit les images de certaines jeunes filles qui font du buzz sur les réseaux sociaux pour avoir abandonné en plein vol leurs compagnons le jour de la célébration de leur mariage à la mairie. Ce phénomène prend de l'ampleur aujourd'hui. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir, ce qui peut être à la base de ces scènes d'humiliation ? Et pourquoi attendre le jour-j pour renoncer ?

Le mariage est sacré, son jour de célébration constitue un événement majeur dans la vie des deux conjoints. Mais cela ne semble plus être le cas chez de nombreux couples. Notamment des jeunes filles, futures mariées. Lesquelles ne se privent plus de transformer ce jour de joie en jour d'humiliation devant leurs parents et amis. Elles attendent généralement la dernière minute, soit le jour de la célébration du mariage pour oser dire "non" à choisir l'autre comme époux.

Au Mali, le premier cas de telles scènes s'est produit en fin des années 1980. Heureusement dans ce cas précis, l'honneur du mari a été sauvé par une copine à la nouvelle mariée. Laquelle a changé, séance tenante, le

non de sa copine en oui devant le maire. Cela a tellement émerveillé à son temps le public qu'un tissu de pagne en wax fut produit avec leurs images, largement vendu sur les marchés de Bamako. Depuis ce cas, le phénomène avait disparu, pour ensuite réapparaître avec l'avènement et la popularité des réseaux sociaux. Il ne se passe un weekend sans qu'on n'assiste au passage en boucle des images relatant un cas de volteface d'une future mariée devant le Maire. Pour comprendre mieux le développement de ce phénomène, nous avons mené une enquête.

La pression des parents comme l'une des causes ...

Cheick Fantamadi Traoré, officier d'état civil au centre principal de la Commune III affirme qu'il a une fois assisté à cette situation. Selon lui, cela a été dû à une raison principale, la jeune fille a été menacée par ses parents pour qu'elle puisse accepter le mariage. « Une fois arrivée à la mairie lorsque je lui ai posé la question si elle accepte l'autre comme son mari ? Sa réponse a été non » a-t-il rapporté tout en affirmant que la mariée dans un langage franc lui a expliqué le pourquoi de son désistement. Ce faisant, en sa qualité d'élu, il estime que c'est la pression des parents qui provoque de telles situations. C'est pourquoi, il invite les gens à comprendre que les temps ont évolué. Qu'auparavant le mariage se réglait sans le consentement de la fille par le biais de ses parents avec ceux du marié et sa famille. Cependant, que même si au jour de l'enregistrement (appelé déclaration de célébration), la jeune fille n'arrive pas à exprimer convenablement son consentement à cause des pressions, elle peut le faire au jour de la célébration. « Dans les faits, sous la pression, certaines filles acceptent le jour de l'enregistrement et le jour du mariage elle dit non » a-t-il décortiqué.

Par rapport à la législation, il a affirmé que la loi est claire là-dessus : le mariage forcé est interdit au Mali. « Nous sommes dans un



pays où le social prime. Ce faisant, on pense qu'en vertu de nos réalités la fille ne doit pas changer la parole de ses parents. Or le mariage est une question de choix personnel pour souvent toute une vie. C'est pourquoi si elle n'accepte pas, personne ne doit la forcer » a-t-il conseillé. Concernant les autres cas où sans pression, certaines jeunes-filles changent brusquement d'avis, il pense que cela n'est pas acceptable. C'est pourquoi il a invité les jeunes filles d'être véridiques avant d'attendre la célébration pour dire non devant tout le monde.

Le désir de créer du Buzz et de réfuter le régime polygamique !

Pour sa part, le sociologue Sidy Lamine Bakayoko, précise que changer d'avis à la mairie est une façon pour les jeunes-filles d'affirmer leur liberté de faire ce qu'elles veulent faire en sachant que la nouvelle fera le tour sur Tik-tok et Facebook. « Sinon c'est beaucoup plus facile de renoncer à un mariage bien avant qu'une date soit fixée pour la célébration officielle. Un tel refus ne sera pas su par beaucoup de monde, surtout le monde des réseaux sociaux » a-t-il expliqué. C'est pourquoi, dira-t-il, le fait de refuser

seulement au jour du mariage à la mairie n'honore ni la jeune fille, ni la famille encore moins le jeune homme qui se retrouve humilié. Tout en ajoutant que même l'institution du mariage est rabaissée par un tel acte. D'après lui, le fait de se donner en spectacle à la mairie pour un refus de dernière minute devant tout le monde donne certes un sentiment de pouvoir sur les personnes humiliées et surtout avec le buzz que cela fait sur les réseaux sociaux. Que ce sentiment de toute puissance de disposer de soi à refuser quand on veut est éphémère et a des conséquences sur la réputation de la jeune fille qui refuse et la réputation de toute la famille.

Quant à Tounkara Moudir Konta, élue municipale de son état à la mairie de Dravela, elle dira que cette situation interpelle tous les parents. Surtout qu'à la mairie maintenant, à chaque célébration les maires profitent pour donner des conseils aux jeunes pour leur montrer l'importance du mariage. « J'ai célébré tout dernièrement un mariage où le cas s'est produit. Mais cela était lié à un problème de régime matrimonial. Dans les explications de l'époux, ils ont opté pour le régime polygamique lors de l'enregistrement. Le jour de la célébration la jeune fille

a refusé et opté pour la monogamie. En tant que maman et conseillère, j'ai essayé de la raisonner en lui montrant le registre, où il n'y avait aucun régime monogamique signé par des mariés durant la dite période » a-t-elle rappelé en guise de solution qu'elle a trouvé ce jour-là.

Pour Oumou Diarra dite Djema, conseillère matrimoniale et célèbre animatrice de l'émission 20/20 ce comportement est source de grande humiliation pour toutes les deux familles des conjoints. Selon elle cet acte peut jouer sur la jeune fille et ses descendants dans l'avenir.

Le mariage est un contrat qui permet à deux personnes de vivre ensemble et de s'entraider. Pourquoi, les hommes veulent obligatoirement marier des femmes qui ne partagent pas leur vision ? Pourquoi les jeunes filles prennent du plaisir à se donner en spectacle devant le Maire et les caméras ?

La réponse à ces questions renvoie à l'éducation que chacun reçoit de sa famille.

Par Fatoumata Coulibaly
Source : Le Sursaut



Sommet sur le climat : L'Afrique prépare la COP28 au Kenya

Ce sommet marque le début des quatre mois les plus chargés de l'année pour les négociations climatiques internationales. Les décideurs africains donnent, le lundi 4 septembre 2023, au Kenya, le coup d'envoi d'un sommet visant à faire du continent une puissance émergente en matière d'énergies renouvelables et à appeler à une aide financière internationale pour révéler son potentiel. Les négociations climatiques internationales culmineront avec une bataille sur la fin des énergies fossiles à la COP28 à Dubaï, de fin novembre à début décembre.

Pendant trois jours, les dirigeants et les responsables africains et d'autres régions, dont le secrétaire général des Nations unies

(ONU), Antonio Guterres, seront accueillis dans la capitale, Nairobi, par le président kényan, William Ruto. M. Ruto souhaite que ce sommet permette au continent de trouver un langage commun sur le développement et le climat afin de "proposer des solutions africaines" à la COP28.

Une opportunité pour le monde

Un positionnement africain sur le sujet permettrait de "sauver des vies et la planète du désastre", a-t-il déclaré lundi. "Nous aspirons à définir un nouvel agenda de la croissance qui permette une prospérité partagée et un développement durable", a-t-il poursuivi sur X (ex-Twitter), en appelant la com-

munauté internationale à dégager des fonds pour le continent et à alléger le poids de la dette pesant sur les pays africains.

L'Afrique, où vivent 1,2 milliard d'habitants répartis dans 54 pays, est politiquement et économiquement diverse et abrite des populations parmi les plus vulnérables au changement climatique. Un succès à Nairobi autour d'une vision partagée sur le développement vert de l'Afrique donnerait un élan à plusieurs réunions internationales-clés avant la COP28, notamment le sommet du G20 en Inde en septembre, l'Assemblée générale des Nations unies, puis la réunion annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) à Marrakech en octobre.

Selon Joseph Nganga, nommé par William Ruto pour présider le sommet, la conférence devrait démontrer que "l'Afrique n'est pas seulement une victime, mais un continent dynamique avec des solutions pour le monde". "Nous avons le pouvoir de répondre





à cette crise (...). L'Afrique représente une opportunité pour le monde si nous travaillons ensemble pour des bénéfices mutuels", a estimé M. Nganga du mouvement Global Energy Alliance for People and Planet (GEAPP), qui promeut les énergies renouvelables dans les pays en développement.

Manifestation attendue

La sécurité a été renforcée à Nairobi et les routes fermées autour du lieu du sommet. Selon le gouvernement, 30 000 personnes ont des accréditations pour l'événement. Des organisations de la société civile prévoient de manifester près du site lundi pour dénoncer un "agenda profondément compromis" qui se concentre sur les intérêts des pays riches.

Selon le FMI, pour limiter le réchauffement climatique à +1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, conformément à l'accord de Paris, il faudrait investir 2 000 milliards de dollars (1 851 milliards d'euros) par an dans ces pays au cours de la prochaine décennie.

Un projet de "Déclaration de Nairobi", consulté par l'Agence France-Presse mais encore en cours de négociation, souligne le

"potentiel unique de l'Afrique pour être une partie essentielle de la solution". Le document mentionne le vaste potentiel de la région en termes d'énergies renouvelables, sa main-d'œuvre jeune et ses ressources naturelles, notamment 40 % des réserves mondiales de cobalt, de manganèse et de platine, qui sont essentielles pour les batteries et l'hydrogène.

Cependant, le continent est confronté à des défis écrasants, avec environ 500 millions de personnes qui n'ont pas accès à l'électricité. Les dirigeants africains soulignent régulièrement les obstacles financiers considérables auxquels ils sont confrontés.

■ Binadjan Doumbia



Côte d'Ivoire : Le parti au pouvoir remporte la majorité aux élections locales



Le parti au pouvoir en Côte d'Ivoire se dirigeait dimanche soir vers une large victoire aux élections locales organisées, selon les résultats annoncés au compte-gouttes par la Commission électorale indépendante (CEI). Cependant, l'opposition conserve quelques bastions, notamment la commune aisée de Cocody, à Abidjan.

Les résultats de 112 communes étaient connus dimanche soir, sur les 201 en jeu samedi, et le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) en a remporté plus des deux tiers.

Les deux principales formations de l'opposition, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et le Parti des peuples africains - Côte d'Ivoire (PPA-CI), pourtant alliés dans de nombreuses localités, n'ont remporté qu'une quinzaine de communes, le reste revenant à des candidats indépendants.

De nombreux cadres du parti au pouvoir ont remporté des victoires, à commencer par le président de l'Assemblée nationale Adama Bictogo, vainqueur dans la commune de Yopougon avec 44% des suffrages.

Dans cette élection cruciale pour remporter la plus grande commune d'Abidjan et ses 1,5 million d'habitants, il a profité d'une des rares divisions de l'opposition pour devancer Michel Gbagbo, le fils de l'ex-président Laurent Gbagbo, candidat du PPA-CI (37%), et le candidat du PDCI Augustin Dia Houphouet (19%).

Des irrégularités ont été dénoncées

Adama Bictogo aura la majorité au conseil municipal, puisque ce scrutin à un tour assure 50% des sièges pour la liste arrivée en tête.

Plusieurs ministres se sont également imposés : Mariatou Koné (Education Nationale) à Boundiali (nord), Kandia Camara (Affaires Etrangères) à Abobo, grande commune populaire d'Abidjan, ou encore Amadou Koné (Transports) dans la grande ville de Bouaké, dans le centre du pays.

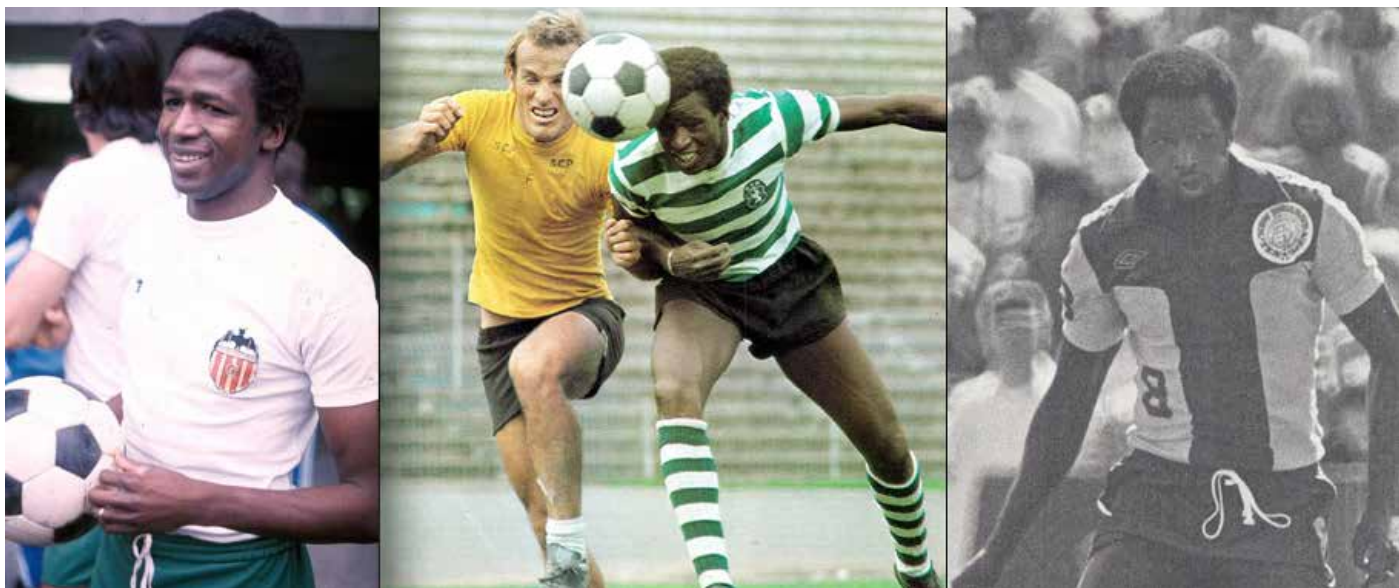
31 conseils régionaux ont également été renouvelés samedi. Sur les huit dont les résultats ont déjà été dévoilés par la CEI, tous ont été remportés par le RHDP, avec notamment les victoires du Premier ministre Patrick Achi dans la Mé (sud) et du ministre de la Défense Téné Birahima Ouattara dans le Tchologo (nord).

"Les élections se sont déroulées dans un climat apaisé", a déclaré le porte-parole de la CEI, Emile Ebrottié, avant de lire les premiers résultats à la télévision nationale.

Quelques altercations ont été rapportées par la plateforme citoyenne "Aube Nouvelle", qui recense les potentiels foyers de troubles, mais le scrutin s'est globalement déroulé sans incident majeur sur l'ensemble du territoire. En 2020, 85 personnes avaient été tuées dans des troubles liés à l'élection présidentielle.

Ces élections locales doivent permettre de faire un état des lieux du rapport de force entre le pouvoir et l'opposition à deux ans de la prochaine élection présidentielle en 2025, pour laquelle le président Alassane Ouattara n'a pas encore décidé s'il brigait ou non un quatrième mandat.

■ **Binadjan Dombia**



Salif Keïta "Domingo" : Un patriote malien, un messenger africain

Triste samedi, 02 septembre 2023, vécu par tous, au Mali comme en France, en Allemagne comme en Espagne, en Indonésie comme aux Etats-Unis d'Amérique, au Brésil comme au Cameroun, à Conakry comme à Abidjan, encore et encore ! Salif Keïta, l'exceptionnel virtuose du ballon rond, qui ne cessera jamais d'être la mesure pour les grands talents du football, passés, présents et à venir, Pélé, Eusobio Da Silva, Mekhloufi, Maradona, Messi, Ronaldo, etc., a tiré sa révérence.

Au bel âge de la vieillesse, 77 ans, il quitte pour de bon ses enfants et ses petits-enfants, son pays, son Afrique, le monde, qui l'ont tous tant admiré. Rien à faire, ainsi va la vie, toute âme goûtera la mort. Sans être prophète ni ange, l'enfant de Ouolofobougou restera un modèle à enseigner aux générations à venir. Salif Keïta dit Domingo n'est pas qu'un talentueux footballeur. Il est, à travers le sport (il a aussi joué au handball), un Messenger, c'est-à-dire un homme cor-

rect chargé d'inviter les humains à la vertu. Cette mission, il l'incarnera jusqu'à la fin de sa glorieuse vie. Nul ne pointe contre lui la moindre frasque qui fait honte.

Né après la deuxième Guerre mondiale, en 1946, son adolescence se passe quand de charismatiques leaders africains revendiquaient pour leurs pays et leur continent l'indispensable décolonisation, la souveraineté en un mot. En 1960, alors qu'il n'a que 14 ans, le Mali, son pays, soucieux d'une indépendance réelle, crée le mouvement national des pionniers, creuset pour apprendre aux enfants les valeurs cardinales du civisme et du patriotisme. Salif en sera pétri. Adolescent, il devient un prodige précoce, sélectionné à 16 ans dans l'équipe nationale où les aînés l'accueillent avec espoir et vénération. Domingo est à la hauteur, le jeune homme est un modèle de politesse, qui a l'amour de la patrie vissée au cœur. Sa carrière l'amènera ensuite à Saint-Etienne où, nous apprend-t-on, il suffit toujours de prononcer son nom

pour que l'on vous offre gracieusement un verre. Bref, Salif Keïta "Domingo" est une gloire inextinguible. Ce patriote malien, au-delà d'être un pédagogue pour tous, est aussi un Messenger africain, sans doute le plus grand que le continent a connu. Salif Keïta "Domingo" refuse en effet la nationalité française, de cette France qui souhaitait par son talent obtenir la coupe du monde de football, à une époque où les Pélé et autres étaient des vedettes incontestées. Il explique son choix de demeurer un Malien pur jus, la gloire et la fortune étant secondaires pour lui : « Le Mali est une jeune nation et, au-delà du football professionnel, mon avenir est là-bas. Que penseront tous les jeunes africains qui m'idolâtraient si j'acceptais aujourd'hui ne plus être malien à part entière ? » Il était un jeune dans les 25 ans et quel patriote que l'on aimerait voir réincarner dans des millions de jeunes Maliens aujourd'hui ! Une invitation du Président Georges Pompidou à l'Elysée, qui l'entretiendra durant près de deux heures (01h45mn), une durée d'audience jamais accordée, hier et aujourd'hui, à un chef d'Etat africain dans le saint des saints de la France, ne le fera pas changer d'avis. Domingo est un Malien, il le restera, c'est au Mali qu'il reviendra et il vient d'y rendre l'âme.

Salif Keïta est un Messenger. Au Mali, à l'Afrique, à la jeunesse, il a délivré des mes-

sages qui méritent d'être compris et assimilés. A la fin de sa grande carrière, il reprend le chemin de l'école, pour une formation académique. C'était une première publiquement administrée pour que l'on sache qu'il faut se perfectionner sans cesse, le savoir est indispensable pour l'homme et pour la nation. Domingo a aussi montré, de nouveau dirons-nous, la voie de l'intégration qui ne doit pas être abandonnée. En effet, quand est venue pour lui l'heure de décrocher avec le football professionnel, il organise son jubilé, une première en Afrique. Les matches se passent à Abidjan, à Bamako et à Conakry (ABC) parce que, sans le dire, les Africains, au-delà des contingences de pays, sont des frères : la Côte a des frontières avec la Guinée-Conakry qui en partage aussi avec le Mali, lequel est aussi limitrophe de la Côte d'Ivoire. Son pays partage ensuite des frontières avec l'Algérie, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Quelle géographie intégrationniste ! Salif Keïta, ce n'est pas tout. Appelé comme ministre dans le gouvernement de Transition de 1991, la première des choses qu'il mettra en avant,



c'est de déclarer ses biens avant de prendre fonction, une première au Mali. Histoire d'appeler les citoyens, surtout les gouvernants, à la probité. Les Maliens verront bien les autorités de la Transition l'immortaliser par

quelque chose de grandiose avant l'entrée effective dans la quatrième République.

Amadou N'Fa Diallo
Le National





Bélier (21 mars - 19 avril)

Même si cela ne sera pas votre fort, la patience sera de rigueur. Ne menez que des actions résolues qui vous permettront de redémarrer d'un bon pied et de tourner la page sur les problèmes relationnels du passé. Vous devrez composer avec vos collègues.

Le domaine financier sera toujours un sujet avec lequel vous serez fâché. Tous ces chamboulements, ces imprévus auront raison de votre zen attitude, car vous aimeriez bien penser à autre chose et de ne plus devoir être sur la brèche en permanence.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous manquerez d'objectivité vis-à-vis des dossiers qu'il vous faudra traiter. Du coup, vous pourriez commettre des erreurs et refuser de l'admettre. Mercure rendra difficile le dialogue et vous poussera dans vos retranchements. Évitez de vous entêter devant les évidences.

Vous pourriez clôturer un placement, une assurance vie pour confier votre épargne au premier venu. Uranus perturbe votre jugement et vous incite à agir sans réfléchir. Prenez conseil auprès de personnes de confiance avant tout et reportez vos décisions.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Des affinités avec un collègue peuvent vous donner une bonne adresse pour quitter votre poste actuel et vous repositionner. Des formations sont à venir avec des étapes et vous devez faire preuve de persévérance. Gardez confiance en vous pour votre carrière.

Vous avez envie de vous faire plaisir, mais les choses s'en tiennent là. Vous constatez que votre revenu est insuffisant. La vie que vous menez vous oblige à dépenser beaucoup pour faire face aux charges. Le loyer et les factures sont vos priorités.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

En public, vous serez plutôt bon, que ce soit avec des clients ou des collègues. Vos échanges professionnels seront fructueux et vous permettront d'avancer dans la bonne direction. Vous y gagnerez un temps précieux pour vous et pour votre entreprise.

L'envie de faire quelques emplettes vous passera très vite en regardant vos factures à payer pour le mois à venir. Même si vous pouvez vous offrir quelques extras, vous attendrez un peu, au cas où une tuile vous tomberait sur le coin de la tête.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre personnalité met en confiance les collègues et votre présence est recherchée pour motiver. Cette positivité retentit sur vos tâches et vous pouvez finaliser un projet professionnel plus vite que prévu. Un supérieur hiérarchique peut vous valoriser.

Il règne cette ambiance de dépenses autour de vous, amis comme proches peuvent vous lancer des recommandations pour limiter les frais. Vous êtes encore sensible aux belles choses et si vous faites du shopping, fixez-vous des limites pour freiner les achats.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous ferez preuve d'une grande concentration, ce qui vous permettra de plonger sur les dossiers nécessitant minutie et précision. Pour un maximum d'efficacité, isolez-vous des autres afin d'éviter toute forme de distraction.

Cette journée ne devrait pas poser de souci dans le domaine financier. Vous serez méticuleux dans vos comptes, comme à votre habitude et peu disposé à prendre des risques. Un mois qui commence bien, même si vous avez un peu de mal à vous sécuriser.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous pouvez avoir des moments de pause bienfaisants, car la fatigue vous rend peu productif. Saturne et Pluton en Capricorne vous placent des enjeux qu'il faut dépasser. Vos supérieurs hiérarchiques ont la possibilité de vous imposer des responsabilités.

Il peut vous manquer de l'argent pour les distractions et vous en êtes conscient. Heureusement, votre sagesse permet de bien gérer la trésorerie. Si vous faites du shopping, vous pouvez être attiré par des articles chers, haut de gamme, sans les acheter.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Rien n'échappera à votre sagacité et vous saurez tirer le meilleur parti de vos idées, et même de celles des autres que vous saurez retravailler pour les façonner à votre manière. Vous serez très content et fier de vous, car on vous félicitera ardemment.

Si à première vue, tout vous semblera trop beau pour gagner des euros, vous examinerez cette affaire de plus près avant de conclure qu'il y aura une opportunité à saisir. Vous l'attraperez au vol et vous ne lâcherez pas, tout en étant fin stratège.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Là aussi, le duo Mercure/Mars a son rôle à jouer. Il vous donne la force et la motivation pour travailler d'arrache-pied si vous visez une promotion. Vous saisissez la moindre occasion de démontrer vos compétences. L'étranger peut avoir une importance dans ce projet.

Si vous avez lancé une affaire, vous pressentirez les bonnes actions à mener pour qu'elle prospère et vous permette d'en vivre correctement. Vous saurez saisir les plans avantageux et tirer profit de vos choix.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Ne prenez pas les choses trop à coeur. La Lune au carré de Neptune vous rend hypersensible et la moindre remarque prendra d'énormes proportions. C'est dommage, car vous serez plutôt performant dans votre travail. Relativisez et ne prenez pas tout mal.

Le mois est à peine commencé que vous stressez déjà sur vos comptes. Au lieu de vous inquiéter à tort, reprenez votre budget, factures, prélèvements et vérifiez que tout est en ordre. Vous verrez que ça permettra de vous rassurer. Au moins pour un petit moment.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Un collègue peut vous donner une adresse vous entraînant vers une nouvelle direction. C'est le moment de prendre des risques. Ces derniers sont liés aux revenus suite à ce changement désiré. Le poste à venir peut demander à coopérer avec une équipe.

Vous regrettez de dépenser une trésorerie qui était destinée à tout autre chose. Mars en Lion ne vous laisse pas beaucoup de répit dans les économies. Elles sont presque impossibles à réaliser ou sont maigres. L'argent qui s'envole finit par vous stresser.



Poisson (19 février - 21 mars)

Pluton vous accordera un pouvoir de décision extrêmement efficace. Une autorité naturelle vous habitera et vous facilitera la tâche. Fixez-vous des objectifs précis, car plus vous serez carré, plus vous serez à même de les atteindre sans plus d'efforts.

Vous faire du souci sur des factures à venir ne fera pas rentrer les euros. Si vous êtes un peu juste côté finances, vous devriez trouver un arrangement avec vos débiteurs ou quelques heures supplémentaires vous permettront d'être moins pris à la gorge.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1273 **Malikilé**



Kamena lève le voile!



1274 **Malikilé**



Les enfants de Bandalabougou servis



1275 **Malikilé**



Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA



1276 **Malikilé**



La grosse arnaque!



1277 **Malikilé**



242 filles et femmes installées



1278 **Malikilé**



Fcfa ou monnaies nationales. De quoi ont peur les pays de la zone franc?



1279 **Malikilé**



Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM



1280 **Malikilé**



Les travaux débutent aujourd'hui!




Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

 Journal Malikilé

 +223 70 44 22 23

 ampikile@gmail.com

 www.malikile.com